

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

4 FEVRIER 1972

Arrêté royal relatif à la procédure disciplinaire militaire (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1815, portant règlement de discipline militaire pour l'armée de terre;

Vu le règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

SECTION Ière. — *Catégories de punitions disciplinaires*

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, les punitions disciplinaires sont réparties en deux catégories :

les punitions majeures : les arrêts sans accès, les arrêts dans la prison militaire et le cachot;

les punitions mineures : les autres punitions disciplinaires.

SECTION II. — *Procédure en premier ressort*

Art. 2. § 1er. Le supérieur qui constate une transgression de la discipline dresse un rapport à charge de son auteur et l'adresse à la première autorité investie du droit de punir.

§ 2. Le rapport à charge est établi en deux exemplaires au moins dont un est remis au militaire en cause.

Il contient l'identité de ce militaire, le cas échéant l'identité du ou des témoins et la relation succincte des faits reprochés.

§ 3. Le supérieur, auteur du rapport à charge, est informé de la suite réservée à l'affaire.

Art. 3. § 1er. A partir de la réception de l'exemplaire du rapport à charge qui lui est destiné, le militaire dispose de six heures utiles au moins pour préparer ses moyens de défense avant de comparaître devant l'autorité disciplinaire compétente.

§ 2. Il peut adresser au chef statuant en premier ressort une justification écrite, sans que l'exercice de cette faculté puisse retarder la comparution ou le prononcé de la décision.

Art. 4. § 1er. La procédure disciplinaire en premier ressort, postérieure à l'établissement du rapport à charge et de la justification écrite éventuelle, est orale.

Toutefois, elle peut être écrite lorsque l'autorité investie du droit de punir estime que la comparution du militaire en cause est susceptible de nuire au bon fonctionnement du service ou lorsque l'intéressé n'est pas présent au corps.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 17 décembre 1961, *Moniteur belge* du 12 janvier 1962.

Arrêté royal du 30 mai 1916, *Moniteur belge* des 12, 13 et 14 août 1917.

Arrêté royal du 30 décembre 1959, *Moniteur belge* du 26 janvier 1960.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

4 FEBRUARI 1972

Koninklijk besluit betreffende de militaire tuchtrechtspieging (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 maart 1815 betreffende het reglement van krijgslucht of discipline van het krijgsvolk te lande;

Gelet op het tuchtreglement goedgekeurd bij koninklijk besluit van 30 mei 1916;

Gelet op de wet van 27 december 1961, houdende statut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, lucht- en de zeemacht;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van Stato;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

AFDELING I. — *Categorieën van tuchtstraffen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit worden de tuchtstraffen in twee categorieën ingedeeld :

zware straffen : het arrest zonder access, het arrest in de militaire gevangenis en het cachot;

lichte straffen : de andere tuchtstraffen.

AFDELING II. — *Procedure in eerste aanleg*

Art. 2. § 1. De meerdere die een tuchtvergriep vaststelt, maakt ten laste van de dader een rapport op dat hij doet toekomen aan de eerste, tot straffen bevoegde autoriteit.

§ 2. Het rapport ten laste wordt opgemaakt in ten minste twee exemplaren, waarvan één aan de betrokken militair wordt afgegeven.

Het omvat de identiteit van deze militair en, desgevallend, de identiteit van de getuige(n), en het beknopt relaas van de ten laste gelegde feiten.

§ 3. De meerdere die het rapport ten laste heeft opgesteld wordt verwittigd van het gevolg dat aan de zaak werd voorbehouden.

Art. 3. § 1. Vanaf de ontvangst van het voor hem bestemde exemplaar van het rapport ten laste, beschikt de militair over ten minste zes dienende uren om zijn verweersmiddelen voor te bereiden, alvorens voor de bevoegde tuchtverheid te verschijnen.

§ 2. Hij mag een verweerschrift zenden aan de meerdere die in eerste aanleg beslist; de uitroffening van dat recht mag de verschijning of de uitspraak van de beslissing echter niet vertragen.

Art. 4. § 1. De tuchtrechtspieging in eerste aanleg, na het opstellen van het rapport ten laste en eventueel van het verweerschrift, is mondeling.

Ze kan evenwel schriftelijk zijn indien de overheid, die bekleed is met het recht om te straffen, oordeelt dat de verschijning van de betrokken militair de goede werking van de dienst zou kunnen belemmeren, of wanneer de betrokkene uit het korps afwezig is.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 17 december 1961, *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1962.

Koninklijk besluit van 30 mei 1916, *Belgisch Staatsblad* van 12, 13 en 14 augustus 1917.

Koninklijk besluit van 30 december 1959, *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1960.

§ 2. A la gendarmerie, la procédure en premier ressort est toujours entièrement écrite, selon les modalités fixées par le commandant de la gendarmerie.

Art. 5. L'autorité investie du droit de punir procède ou fait procéder par un supérieur du militaire en cause à tout complément d'enquête utile à la manifestation de la vérité. Elle recueille ou fait recueillir, d'office ou à la demande du militaire en cause, tout témoignage utile.

Le militaire en cause assiste à la déposition des témoins; si cette déposition est écrite, il en prend connaissance.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 4, la comparution du militaire en cause devant le chef investi du droit de punir a lieu en présence d'un officier ou d'un sous-officier d'élite, d'un grade supérieur à celui du militaire intéressé, appartenant à la même unité et qui n'est pas l'auteur du rapport à charge.

Art. 7. L'autorité investie du droit de punir ne peut infliger que les punitions prévues par le règlement de discipline.

Art. 8. La première autorité investie du droit de punir saisit l'autorité qui lui est immédiatement supérieure si elle estime que la faute disciplinaire doit être sanctionnée par une punition qui excède sa compétence.

Lorsque l'autorité compétente pour infliger une punition majeure estime que la transgression disciplinaire commise est susceptible d'être sanctionnée par une telle punition, elle ne se prononcera qu'après avoir recueilli l'avis d'un conseil de discipline.

Si elle estime ne devoir infliger qu'une punition mineure, elle renvoie l'affaire à l'autorité compétente initiale.

Art. 9. § 1er. Le conseil de discipline est composé de trois membres :

- le président,
- un secrétaire,
- un militaire du même grade que le militaire en cause, ou, à défaut, un militaire du grade immédiatement supérieur.

Dans tous les cas, les membres du conseil de discipline ainsi que leurs suppléants, doivent être d'un grade plus élevé ou s'ils sont titulaires du même grade, plus anciens, que le militaire en cause.

Si le militaire en cause est un milicien, le troisième membre est un milicien comptant au moins six mois de service.

§ 2. Si le militaire en cause est un sous-officier en dessous de sous-officier d'élite ou un caporal ou un soldat, le président est un capitaine-commandant ou un capitaine, et le secrétaire un adjudant-chef, un adjudant ou un 1er sergent-major.

§ 3. Si le militaire en cause est un officier ou un sous-officier supérieur ou d'élite, le président est un officier revêtu au moins du grade de capitaine-commandant et le secrétaire un officier.

§ 4. L'autorité saisie d'une proposition de punition majeure procède à la constitution d'un conseil de discipline. Elle en fait désigner les membres par tirage au sort, effectué sous son contrôle, parmi le personnel sous ses ordres.

Un militaire du même grade que le militaire en cause assiste comme témoin au tirage au sort.

Art. 10. Les membres du conseil de discipline prennent connaissance du rapport à charge et de la proposition de punition.

Ils entendent le militaire en cause et toutes personnes qu'ils estiment nécessaire. Ils convoquent les témoins dont le militaire en cause sollicite l'audition.

Le conseil de discipline se prononce à la majorité simple de ses membres sur l'existence des faits et donne un avis sur leur gravité.

Un rapport écrit est adressé à l'autorité qui a consulté le conseil de discipline.

Art. 11. Le droit d'infliger une punition disciplinaire est prescrit un an après la transgression.

La prescription est interrompue par tout acte de procédure disciplinaire ou judiciaire effectué dans le délai fixé par l'alinéa précédent.

La prescription est suspendue quand le militaire en cause est séparé de l'armée.

§ 2. Bij de rijkswacht verloopt de rechtspleging in eerste aanleg steeds helemaal schriftelijk, volgens de door de commandant van de rijkswacht vastgelegde modaliteiten.

Art. 5. De tot straffen bevoegde autoriteit stelt ieder dienstig aanvullend onderzoek in dat de waarheid aan het licht kan brengen of doet het door een meerdere van de betrokken militair instellen. Zij neemt ieder dienstig getuigenis af, of doet het, ambtshalve of op verzoek van de betrokken militair afnemen.

De betrokken militair woont de verklaring van de getuigen bij; van schriftelijke getuigenissen neemt hij inzage.

Art. 6. Onverminderd artikel 4, heeft de verschijning van de betrokken militair voor de chef die bekleed is met het recht om te straffen plaats in aanwezigheid van een officier of van een keuronderofficier die bekleed is met een hogere graad dan de betrokken militair en deel uitmaakt van dezelfde eenheid, en die het rapport ten laste niet heeft opgesteld.

Art. 7. De tot straffen bevoegde autoriteit mag alleen de in het tuchtrecht bepaalde straffen opleggen.

Art. 8. De eerste overheid die bekleed is met het recht om te straffen, maakt de zaak aanhangig bij de onmiddellijk hogere overheid, indien ze van oordeel is dat het tuchtvergrijp bestraft moet worden met een straf die buiten haar bevoegdheid valt.

Wanneer de overheid, die bevoegd is om een zware straf op te leggen, oordeelt dat het gepleegde tuchtvergrijp aanleiding kan geven tot het opleggen van een dergelijke straf, dan zal ze slechts uitspraak doen na het advies van een tuchtraad te hebben ingewonnen.

Indien zij oordeelt dat slechts een lichte straf moet worden oplegd, zendt zij de zaak terug naar de aanvankelijk bevoegde overheid.

Art. 9. § 1. De tuchtraad telt drie leden :

- de voorzitter,
- een secretaris,
- een militair van dezelfde graad als de betrokken militair of, bij gebrek daaraan, een militair van de onmiddellijk hogere graad.

In ieder geval moeten de leden van de tuchtraad en hun plaatsvervangers een hogere graad dan de betrokken militair hebben of, indien zij dezelfde graad hebben, meer anciënniteit bezitten.

Is de betrokken militair een dienstplichtige, dan is het derde lid een dienstplichtige met ten minste zes maanden dienst.

§ 2. Is de betrokken militair een onderofficier beneden de rang van keuronderofficier, een korporaal of een soldaat, dan is de voorzitter een kapitein-commandant of een kapitein, en de secretaris een adjunct-chef, een adjudant of een eerste sergeant-majoor.

§ 3. Is de betrokken militair een officier of een hoofd- of keuronderofficier, dan is de voorzitter een officier die ten minste met de graad van kapitein-commandant bekleed is, en de secretaris is een officier.

§ 4. De overheid bij wie een voorstel aanhangig werd gemaakt om een zware straf op te leggen, stelt een tuchtraad samen. Ze doet overgaan tot het aanduiden van de leden door uitloting, onder haar toezicht, onder het personeel dat onder haar bevelen staat.

Een militair van dezelfde graad als de betrokken militair woont de uitloting als getuige bij.

Art. 10. De leden van de tuchtraad nemen kennis van het rapport ten laste en van het voorstel tot straffen.

Zij horen de betrokken militair en alle personen waarvoor zij dit nodig achten. Zij roepen de getuigen op waarvan de betrokken militair het verhoor vraagt.

De tuchtraad spreekt zich bij eenvoudige meerderheid van zijn leden uit over het bestaan van de feiten, en geeft een advies over hun ernst.

Een geschreven verslag wordt toegezonden aan de overheid die de tuchtraad heeft geraadpleegd.

Art. 11. Het recht om een tuchtstraf op te leggen vergaat één jaar na het vergrijp.

De verjaring wordt gestuit door elke disciplinaire of gerechtelijke procedure-akte die gesteld wordt in de door vorige alinea bepaalde termijn.

De verjaring wordt geschorst wanneer de betrokken militair van het leger is gescheiden.

Art. 12. Tout supérieur hiérarchique d'une autorité qui a infligé une punition peut, en l'absence d'appel, modifier, annuler une punition ou en suspendre l'exécution. Toutefois, il ne peut prendre cette décision qu'après avoir pris l'avis de l'autorité qui a puni.

Il ne peut aggraver la punition qu'après avoir entendu le militaire puni qui, dans ce dernier cas, peut interjeter appel.

SECTION III. — La procédure d'appel

Art. 13. § 1er. Le militaire puni a le droit d'interjeter un premier appel devant l'autorité militaire supérieure à celle qui a infligé la punition.

§ 2. Le militaire peut introduire un second appel auprès de l'autorité supérieure à celle qui a statué sur le premier appel. Sur ce second appel, il est statué en dernier ressort.

Lorsque l'appel est exercé contre une punition majeure, l'autorité statuant en dernier ressort consulte au préalable un conseil de discipline d'appel. Ce conseil se prononce à la majorité simple de ses membres sur l'existence des faits et donne un avis sur leur gravité.

Art. 14. § 1er. Avant d'interjeter appel, le militaire doit demander à être entendu par le chef qui a infligé la punition ou par celui qui, momentanément ou définitivement, le remplace dans ses fonctions.

Cette demande doit être faite au plus tôt le lendemain et au plus tard le surlendemain du jour où la punition a été notifiée au militaire, sans qu'il soit tenu compte des samedis, dimanches et jours où le service est réglé comme le dimanche.

§ 2. Après avoir été entendu par le chef qui l'a puni, ce dernier pouvant modifier ou annuler la punition, le militaire intéressé peut interjeter appel contre la punition auprès de l'autorité immédiatement supérieure, dans les mêmes délais que ceux indiqués au § 1er, à dater de la notification de la décision du chef qui l'a puni.

§ 3. Les délais pour introduire un second appel sont ceux prévus au § 1er, à dater de la notification faite à l'appelant de la décision prise par l'autorité statuant sur le premier appel.

§ 4. L'appel suspend l'exécution de la punition.

Art. 15. § 1er. En cas d'appel, il est constitué un conseil de discipline d'appel au sein de la grande unité à laquelle le militaire appartient.

§ 2. Le conseil de discipline d'appel est composé de 5 membres :

- le président;
- deux commissaires;
- un conseiller;
- un officier secrétaire.

Le président et les commissaires ont voix délibérative.

Le conseiller participe aux débats et à la délibération; il a voix consultative.

Le secrétaire rédige un rapport motivé.

Dans tous les cas, les membres du conseil de discipline d'appel ainsi que leurs suppléants doivent être d'un grade plus élevé ou, s'ils sont revêtus du même grade, plus anciens que le militaire en cause.

§ 3. Le président est un officier général ou un colonel.

Un commissaire est un officier général ou un officier supérieur, l'autre est de même grade que le militaire en cause.

Si le militaire en cause est un milicien, le second commissaire est un milicien comptant au moins six mois de service.

§ 4. Les membres du conseil de discipline d'appel, à l'exception du conseiller, sont désignés par tirage au sort parmi tous les militaires de la grande unité qui répondent aux conditions ci-dessus.

Le tirage au sort a lieu sous le contrôle de l'officier général ou supérieur désigné à cet effet par le commandant de la grande unité, ainsi que d'un militaire du même grade que le militaire en cause.

Le conseiller est, suivant le cas, un magistrat de l'auditorat général ou des auditorats militaires désigné par l'auditeur général.

Un suppléant pour chacun des membres du conseil de discipline d'appel est désigné de la même manière que les membres effectifs.

Art. 12. Iedere hiërarchische meerdere van een overheid die een straf heeft opgelegd mag, bij ontstentenis van beroep, een straf wijzigen, vernietigen, of de uitvoering ervan schorsen. Hij mag evenwel die beslissing slechts treffen na het advies van de overheid die de straf heeft opgelegd, te hebben ingewonnen.

Hij mag de straf slechts verzwaren na de gestrafte militair te hebben gehoord die, in dit geval, beroep mag aantekenen.

AFDELING III. — De rechtspleging van beroep

Art. 13. § 1. De gestrafte militair kan een eerste beroep instellen bij de militaire autoriteit, boven die, welke de straf heeft opgelegd.

§ 2. De militair kan een tweede beroep instellen bij de autoriteit, boven die, welke op het eerste beroep heeft beslist. Op dit tweede beroep wordt in laatste aanleg beslist.

Wanneer het beroep tegen een zware straf wordt aangekend, raadpleegt de overheid, die in laatste aanleg beslist, eerst een tuchtraad van beroep. Deze tuchtraad spreekt zich bij eenvoudige meerderheid van zijn leden uit over het bestaan van de feiten, en geeft een advies over de ernst ervan.

Art. 14. § 1. Alvorens beroep aan te tekenen, moet de militair vragen om te worden gehoord door de chef die de straf heeft opgelegd of door deze die hem, momenteel of definitief, in zijn functies vervangt.

Die aanvraag moet worden ingediend, ten vroegste de eerste dag en ten laatste de tweede dag na deze waarop de straf aan de militair ter kennis werd gebracht; er wordt geen rekening gehouden met de zaterdag en zondagen, noch met de dagen waarop de dienst zoals op zondag is geregeld.

§ 2. Binnen dezelfde termijn als vermeld in § 1, mag door de betrokkene militair, vanaf de betekening van de beslissing van de chef die hem heeft gestraft, tegen de straf beroep aantekend worden bij de onmiddellijk hogere overheid. Na de betrokkene militair te hebben gehoord, kan de chef die hem heeft gestraft, de straf nochtans wijzigen of vernietigen.

§ 3. De termijnen om een tweede beroep in te stellen zijn deze in § 1 vermeld, vanaf de betekening, gedaan aan de eiser in hoger beroep, van de beslissing van de autoriteit die op het eerste beroep heeft beslist.

§ 4. Het beroep schorst de uitvoering van de straf.

Art. 15. § 1. Wordt beroep ingesteld, dan wordt in de grote eenheid waartoe de militair behoort een tuchtraad van beroep samengesteld.

§ 2. De tuchtraad van beroep telt 5 leden :

- de voorzitter;
- twee commissarissen;
- een raadgever;
- een officier-secretaris.

De voorzitter en de commissarissen zijn stemgerechtigd.

De raadgever neemt deel aan de besprekingen en aan de raads­lagging; hij heeft raadplegende stem.

De secretaris stelt een met redenen omkleed rapport op.

De leden van de tuchtraad van beroep alsook hun vervangers moeten in ieder geval een hogere graad hebben dan de betrokken militair of moer anciënniteit bezitten indien ze dezelfde graad bekleden.

§ 3. De voorzitter is een opperofficier of een kolonel.

Eén commissaris is opper- of hoofdofficier, de andere heeft dezelfde graad als de betrokken militair.

Indien de betrokken militair een dienstplichtige is, dan is de tweede commissaris dienstplichtige met ten minste zes maanden dienst.

§ 4. De leden van de tuchtraad van beroep, behalve de raadgever, worden door uittoting aangeduid tussen alle militairen van de grote eenheid die aan de hierboven vermelde voorwaarden voldoen.

De uittoting geschiedt onder toezicht van de opper- of hoofdofficier die te dien einde door de bevelhebber van de grote eenheid wordt aangeduid, alsook van een militair van dezelfde graad als de betrokken militair.

De raadgever is, naar gelang van het geval, een magistraat van het auditoraat-generaal of van de krijgsgauditeur, aangeduid door de auditeur-generaal.

Voor elk lid van de tuchtraad van beroep wordt een plaats­vervanger aangeduid, op dezelfde wijze als de werkende leden.

Art. 16, § 1er. Lorsque l'autorité, qui a infligé la punition, ne relève d'aucune autorité hiérarchique, le droit d'appel s'exerce devant l'officier général le plus ancien appartenant à la même force que le militaire en cause.

§ 2. Lorsque l'autorité, qui a statué sur le premier appel, ne relève d'aucune autorité hiérarchique, le second appel est interjeté auprès de l'officier général le plus ancien appartenant à la même force que le militaire en cause.

§ 3. Lorsque l'officier général le plus ancien d'une force a statué sur le premier appel, le second appel est interjeté devant un comité de discipline composé de trois lieutenants généraux désignés par le sort. L'auditeur général est adjoint à ce comité comme conseiller.

SECTION IV. — De l'exécution des punitions disciplinaires

Art. 17, § 1er. Le sursis peut être accordé :

a) aux militaires pour autant qu'aucune punition ne leur ait été infligée dans les six derniers mois;

b) aux autres militaires pour autant qu'aucune punition ne leur ait été infligée dans les douze derniers mois.

§ 2. Le sursis suspend l'exécution de la punition pendant un délai d'épreuve de six mois à cinq ans.

Si pendant ce délai le militaire ne commet pas de nouvelle transgression, la punition ne sera pas exécutée.

Dans le cas contraire, le sursis est révoqué de plein droit et la punition qui a fait l'objet du sursis est cumulée avec la nouvelle punition. Le sursis est aussi révoqué si le militaire a encouru pendant le délai d'épreuve une condamnation pour une infraction qui concerne directement la discipline, qu'elle soit prévue par le Code pénal militaire ou par toute autre disposition légale.

§ 3. La punition prononcée avec sursis est toujours inscrite au feuillet de punitions. Cette inscription est effacée si, à l'expiration du délai fixé, le sursis n'a pas été révoqué.

Art. 18. Toute punition définitivement prononcée est inscrite au feuillet de punitions et prend effet immédiatement, sauf si l'autorité qui l'inflige estime devoir en différer l'exécution, en raison d'exigences de service ou de circonstances personnelles au militaire puni.

SECTION V. — Le droit de la défense

Art. 19. Aucune punition ne peut être infligée en dehors de la présence du militaire en cause et sans que celui-ci ait eu connaissance du motif de cette punition et ait pu présenter ses moyens de défense.

Toutefois, si la procédure est entièrement écrite, le militaire en cause sera invité à déposer un mémoire justificatif et la punition peut être infligée hors de sa présence. Dans ce cas, elle doit lui être notifiée.

Art. 20, § 1er. En premier ressort, le militaire en cause présente personnellement sa défense.

§ 2. En procédure d'appel, le militaire puni peut se faire assister par un militaire de son choix. Ce défenseur sera choisi parmi les militaires en activité de service.

Le défenseur est toujours libre de se récuser.

§ 3. Pour assurer sa défense devant un conseil de discipline ou un conseil de discipline d'appel, le militaire puni peut se faire assister d'un avocat.

§ 4. Le défenseur exerce sa charge en toute indépendance.

SECTION VI. — Mise sous contrôle

Art. 21. Lorsqu'un militaire s'est rendu coupable d'une ou plusieurs transgressions disciplinaires graves, il peut être mis sous contrôle dans son unité si cette mesure est requise pour les besoins de l'enquête ou du maintien de l'ordre.

Elle est décidée par le chef de corps ou par son délégué assurant la permanence de commandement.

La mise sous contrôle ne peut excéder vingt-quatre heures.

Art. 22. Lorsque la transgression disciplinaire est commise à l'extérieur de l'unité, l'autorité qui la constate doit faire prendre les mesures utiles pour la faire cesser et peut donner ordre au militaire en cause de rejoindre son unité ou l'unité la plus proche. Elle met immédiatement le chef de corps de l'intéressé au courant de sa décision.

Art. 16, § 1. Hangt de overheid, die de straf heeft opgelegd, van geen hiërarchische autoriteit af, dan wordt het recht om beroep aan te tekenen uitgeoefend voor de opperofficier met de meeste anciënniteit in dezelfde krijgsmacht als de betrokken militair.

§ 2. Hangt de overheid, die zich over het eerste beroep heeft uitgesproken van geen hiërarchische overheid af, dan wordt het tweede beroep aangetekend bij de opperofficier met de meeste anciënniteit in dezelfde krijgsmacht als de betrokken militair.

§ 3. Wanneer de opperofficier met de meeste anciënniteit van een krijgsmacht zich over het eerste beroep heeft uitgesproken, dan wordt het tweede beroep aangetekend bij een tuchtcomité samengesteld uit drie luitenant-generaals die door het lot zijn aangewezen. De auditeur-generaal wordt als raadgever aan dit comité toegevoegd.

AFDELING IV. — De uitvoering van de tuchtstraffen

Art. 17, § 1. Het uitstel kan worden verleend :

a) aan de dienstplichtigen voor zover zij tijdens de laatste zes maanden geen enkele straf opliepen;

b) aan de andere militairen voor zover zij tijdens de laatste twaalf maanden geen enkele straf opliepen.

§ 2. Het uitstel schorst de uitvoering van de straf op gedurende een proeftijd van zes maand tot vijf jaar.

Indien gedurende deze periode de militair geen nieuw vergrijp begaat, zal de straf niet worden uitgevoerd.

In het andere geval wordt het uitstel van rechtswege herroepen en wordt de straf waarvan uitstel is verleend, bij de nieuwe straf gevoegd. Het uitstel wordt ook herroepen wanneer de militair tijdens de proeftijd een veroordeling oploopt wegens een inbreuk die rechtstreeks de tucht betreft, ongeacht of zij voorzien is door het Militair Strafboek of door een andere wettelijke bepaling.

§ 3. De straf waarvoor een uitstel werd verleend wordt steeds op het strafblad ingeschreven. Deze inschrijving wordt uitgewist wanneer bij het einde van de vastgestelde termijn het uitstel niet werd herroepen.

Art. 18. Elke definitief uitgesproken straf wordt ingeschreven op het strafblad en heeft onmiddellijke uitwerking, tenzij de overheid die de straf oplegt, oordeelt de uitvoering ervan te moeten uitstellen wegens dienstbehoeften of wegens de persoonlijke toestand van de gestrafte militair.

AFDELING V. — Het recht op verdediging

Art. 19. Geen enkele straf mag worden opgelegd buiten de aanwezigheid van de betrokken militair en zonder dat deze werd in kennis gesteld van het motif van deze straf en zonder dat hij zijn verdedigingsmiddelen heeft kunnen aanvoeren.

Nochtaans, indien de procedure volledig schriftelijk is, zal de militair ertoe worden uitgenodigd een verweerschrift in te dienen en kan de straf buiten zijn aanwezigheid worden opgelegd. In dat geval, moet ze hem ter kennis worden gebracht.

Art. 20, § 1. In eerste aanleg, verzekert de militair zelf zijn verdediging.

§ 2. In beroep kan de gestrafte militair zich doen bijstaan door een militair van zijn keuze. Deze verdediger zal worden gekozen tussen de militaire in werkelijke dienst.

De verdediger kan zich steeds verschonen.

§ 3. Voor zijn verdediging voor een tuchtraad of een tuchtraad van beroep mag de gestrafte militair zich door een advocaat doen bijstaan.

§ 4. De verdediger voert zijn taak in volledige onafhankelijkheid uit.

AFDELING VI. — Ondertoezichtstelling

Art. 21. Wanneer een militair één of meer zware tuchtvergrijpen heeft gepleegd, kan hij in zijn eenheid onder toezicht worden gesteld als die maatregel vereist is in het belang van het onderzoek of van de handhaving van de orde.

Deze maatregel wordt genomen door de korpscommandant of door zijn afgevaardigde die het commando waarneemt.

De ondertoezichtstelling mag vierentwintig uur niet te boven gaan.

Art. 22. Wanneer het tuchtvergrijp buiten de eenheid wordt begaan, moet de overheid die het vaststelt de nodige maatregelen doen treffen om er een einde aan te brengen; deze overheid mag aan de betrokken militair bevelen zijn eenheid of de dichtstbij gelegen eenheid te vervoegen. Ze brengt onmiddellijk de korpscommandant van de betrokkene op de hoogte van haar beslissing.

SECTION VII. — Effacement des sanctions disciplinaires

Art. 23. Quand un militaire, qui totalise au minimum cinq ans d'activité de service, n'a plus été puni pendant une période fixée dans les articles 24 à 27 ci-dessous, l'inscription des punitions disciplinaires et des mesures disciplinaires qui lui ont été infligées, est effacée du feuillet de punitions. Tout document relatif à ces punitions et à ces mesures est supprimé de son dossier personnel, à l'exception des décisions relatives à des mesures statutaires.

Art. 24. Lorsqu'un militaire est nommé au grade de sous-lieutenant ou au grade de sergent, les punitions et les mesures disciplinaires qu'il a encourues avant sa promotion à ce grade sont effacées d'office.

Art. 25. Les punitions mineures sont effacées d'office lorsque le militaire intéressé a accompli une période de service de cinq ans sans encourir de nouvelle punition ou mesure disciplinaire inscrite au feuillet de punitions.

Le temps d'épreuve est réduit à trois ans pour les membres du personnel navigant de la force aérienne.

Art. 26. Les punitions majeures sont effacées d'office lorsque le militaire intéressé a accompli une période de service de huit ans, sans encourir de nouvelle punition ou mesure disciplinaire inscrite au feuillet de punitions.

Le temps d'épreuve est réduit à cinq ans pour le personnel navigant de la force aérienne.

Art. 27. Les temps d'épreuve prescrits à l'article précédent sont portés à dix ans lorsque le militaire intéressé s'est vu infliger une mesure disciplinaire.

Ce temps d'épreuve est porté à huit ans pour le personnel navigant de la force aérienne.

SECTION VIII. — Dispositions finales

Art. 28. Sont abrogés :

1° dans l'arrêté royal du 30 mai 1916 approuvant le règlement de discipline :

les articles 36 à 42, lettres a, alinéa 2, et b;

l'article 46, lettres a, b et c;

l'article 54, lettre h;

2° dans l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire :

la section première du chapitre IV.

Art. 29. Dans l'article 30 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire, les mots « Les dispositions de la section première du présent chapitre sont applicables à ces réclamations » sont remplacés par les mots « La procédure de réclamation contre les mesures disciplinaires est identique à la procédure d'appel contre les punitions majeures ».

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 31. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

AFDELING VII. — Uitwijssing der tuchtstraffen

Art. 23. Wanneer een militair met ten minste vijf jaar werkelijke dienst gedurende een periode, vermeld in artikelen 24 tot 27 hierna, geen straf meer heeft opgelopen, dan wordt op het strafblad de inschrijving van de hem opgelegde tuchtstraffen en tuchtmaatregelen uitgewist. Elk document betreffende deze straffen en deze maatregelen wordt verwijderd uit zijn persoonlijk dossier, met uitzondering van de beslissingen betreffende statutaire maatregelen.

Art. 24. Wanneer een militair tot de graad van onderluitenant of van sergeant benoemd wordt, worden de tuchtstraffen en tuchtmaatregelen die hij vóór zijn benoeming tot deze graad heeft opgelopen, van ambtswege uitgewist.

Art. 25. De lichte straffen worden van ambtswege uitgewist wanneer de betrokken militair tijdens een periode van vijf jaar heeft gediend zonder een nieuwe straf of tuchtmaatregel, met inschrijving op het strafblad, te hebben opgelopen.

De proeftijd wordt tot drie jaar herleid voor de leden van het varend personeel van de luchtmacht.

Art. 26. De zware straffen worden van ambtswege uitgewist wanneer de betrokken militair tijdens een periode van acht jaar heeft gediend zonder een nieuwe straf of tuchtmaatregel, met inschrijving op het strafblad, te hebben opgelopen.

De proeftijd wordt tot vijf jaar herleid voor het varend personeel van de luchtmacht.

Art. 27. De proeftijden, voorgeschreven in voorgaand artikel, worden op tien jaar gebracht wanneer de betrokken militair een tuchtmaatregel heeft opgelopen.

Die proeftijd wordt op acht jaar gebracht voor het varend personeel van de luchtmacht.

AFDELING VIII. — Slotbepalingen

Art. 28. Opgeheven worden :

1° in het koninklijk besluit van 30 mei 1916 tot goedkeuring van het tuchtreglement :

de artikelen 36 tot 42, a, tweede lid, en b;

het artikel 46, a, b en c;

het artikel 54, h;

2° in het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht :

sectie 1 van hoofdstuk IV.

Art. 29. In artikel 30 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht worden de woorden « Het bepaalde in afdeling één van dit hoofdstuk vindt op die bezwaren toepassing » vervangen door de woorden « De procedure voor indiening van een bezwaarschrift tegen de tuchtmaatregelen is gelijk aan de procedure voor het aantekenen van beroep tegen de zware straffen ».

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 31. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,